

La Tunisie entre espoir et confusion

Dès l'été 2011 j'avais porté sur les « printemps arabes » un regard pessimiste et formulé des pronostics sombres. Dans divers articles et un livre¹, j'avais indiqué comment et pourquoi il m'apparaissait que ces turbulences ne pouvaient que décevoir les espérances et les attentes et déboucher soit sur des situations d'affrontements civils, soit sur une mainmise des islamistes les plus réactionnaires sur le pouvoir avec, à terme, la restauration de pouvoirs autoritaires sous la houlette des militaires ou le naufrage dans le chaos. Je ne tire aucun plaisir d'avoir eu raison et de constater qu'aujourd'hui la Libye, la Syrie, le Yémen sont à la dérive et que les islamistes se sont emparés du pouvoir en Égypte - avant d'en être délogés *manu militari* - et en Tunisie tandis qu'ils confortent leur emprise en Turquie, au Maroc et en Jordanie. J'entretenais cependant, et j'entretiens toujours, un fragile espoir pour la Tunisie même si ce pays paraît encore très loin d'être sorti de la confusion induite par sa révolte pourtant exemplaire.

La situation en Tunisie présente de nombreuses analogies avec celle qui a prévalu en Égypte entre l'été 2011 et l'été 2013. Le parti Ennahda, expression locale de la confrérie des Frères Musulmans, y fait preuve, avec encore plus d'habileté, d'autant de duplicité que ses homologues égyptiens. Après avoir officiellement et publiquement renoncé à inclure la *charia* dans la Constitution, les Frères tunisiens ont organisé dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements totalement inspirés de la *charia*. Ce mouvement a gagné progressivement les villes de plus grande importance et même la capitale où se sont multipliées les mesures d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles, des divertissements, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes.

Mais tout autant que leurs correspondants égyptiens, les Frères musulmans tunisiens se sont montrés incapables de répondre aux espoirs que leurs actions caritatives avaient suscités quand ils étaient dans l'opposition. Et tout aussi incapables de gérer une économie fragilisée par la crise internationale et par les inquiétudes que leur idéologie réactionnaire et faussement populiste provoque. Le seul frein à leurs ambitions, et il a fait preuve d'une certaine efficacité, tient à la composition sociologique du pays à peu près unique dans le monde arabe, à une véritable culture de la laïcité imposée il y a plus d'un demi-siècle par Habib Bourguiba et au développement d'une importante classe d'entrepreneurs stimulée par l'absence de ces rentes hydrocarbure ou stratégique qui ont miné toute tentative de développement économique et social dans la plupart des pays du Moyen-Orient et du Maghreb.

Il existe en effet en Tunisie une importante classe moyenne acquise à la modernité et qui constitue l'ossature de ce que nous appelons une véritable « société civile » – très embryonnaire en Égypte – faite d'associations à vocations diverses, de groupements de presse et d'artistes, de partis politiques démocratiques certes dispersés mais expérimentés et structurés et surtout de puissants syndicats qui ont toujours joué un rôle important dans les inflexions de la vie publique tunisienne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'au moment où les islamistes étaient contestés, ce sont deux leaders charismatiques de la gauche laïque, Chokri Belaïd, le 6 février 2013 puis Mohammed Brahmî, le 25 juillet suivant, qui sont assassinés par des « éléments incontrôlés », dans la plus pure tradition terroriste des salafistes perdant pied.

- « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « *Outre-Terre* », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011.

- « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, Paris, 09/2011

- « Les ambiguïtés du printemps arabe », contribution au site internet des anciens des services spéciaux de la défense nationale (www.aassdn.org), 06/2011

- « Le printemps libyen sera orageux » in « *Marine et Océans* », n° 231, 2^{ème} trimestre 2011, Paris.

Les partis et associations issus de cette société civile ont été durement pénalisés dans les restructurations politiques qui ont suivi la chute de Ben Ali parce qu'ils ne disposaient que de moyens financiers limités, tandis que le parti islamiste Ennahda bénéficiait au vu et au su de tous de généreux financements qataris et saoudiens. Mais le parti islamiste est, là comme il l'a été en Égypte, au pied du mur et il lui est moins facile qu'ailleurs de s'en sortir par une manipulation experte de la violence politique, même si l'exemple de Belaïd et Brahmi peut susciter des inquiétudes sérieuses.

Habiles à occuper avec l'argent de leurs bienfaiteurs du Golfe les créneaux sociaux, sanitaires et éducatifs délaissés par les pouvoirs autoritaires et prédateurs, les Frères Musulmans le sont beaucoup moins à gérer des États en difficulté. Or la Tunisie est en grande difficulté à la fois stratégique et économique. Elle doit gérer une insertion délicate entre d'une part une Libye livrée au chaos, devenue sanctuaire de bandes armées rivales qui s'autofinancent par le pillage et les trafics, et d'autre part une Algérie à l'avenir incertain qui a endigué la violence politique de ses islamistes en les repoussant sur ses frontières sud et est, dont le sud-tunisien où ils constituent une main d'œuvre mercenaire manipulable par les fondamentalistes locaux. Sur le plan économique, le développement du pays repose essentiellement sur le tourisme et sur un tissu dense de PMI-PME sous-traitantes bon marché d'entreprises européennes. Le tourisme a durement pâti des désordres, des violences et des excès intégristes qui ont scandé la vie publique du pays depuis trois ans. Quant aux entreprises locales, elle subissent de plein fouet - outre la désorganisation administrative du pays - les conséquences de la crise économique en Europe, de la rétraction des commandes de sous-traitance de produits manufacturés et de services divers.

Face à ce délabrement stratégique, politique et économique, les islamistes tunisiens se sont montrés plus habiles et retors que leurs homologues égyptiens. Plutôt que s'enfermer dans la gestion d'une mission difficile en défiant le peuple et l'armée, ils ont préféré faire un certain nombre de concessions de façade sans céder sur l'essentiel et laisser provisoirement à des technocrates sans enracinement politique et dont ils ne craignent rien la tâche ingrate de gérer l'impossible. Mais pour qui sait regarder, la stratégie d'Ennahda reste claire. Ils instrumentalisent la révolution et la démocratie mais ce ne sont pas des démocrates. Au terme d'un demi-siècle d'indépendance du pays, ils ont bénéficié d'une fenêtre d'opportunité historique les ayant propulsé au pouvoir et, celle-ci risquant de ne plus jamais se représenter, ils ne se résoudront jamais à quitter le pouvoir au terme d'un processus démocratique.

En ayant accepté de jouer le jeu du dialogue national tout en l'ayant torpillé et retardé indéfiniment, ils n'ont fait que donner l'impression de quitter le pouvoir tout en veillant à sauvegarder les nominations partisans au sein de l'Administration et les relais électoraux proches des citoyens. Après l'échec égyptien, il s'agit de se forger une nouvelle virginité, d'apparaître comme des démocrates aux yeux de l'opinion publique et internationale et de passer le « bébé » gravement malade du fait de leur incapacité à gouverner à des technocrates qui vont payer la facture et porter le fardeau de mesures impopulaires imposées par les institutions financières internationales afin que la Tunisie ne sombre pas comme l'Égypte. Dans la tradition des Frères Musulmans, les responsables d'En-Nahda, à commencer par le patient Rashed Ghannouchi, sont réalistes, pragmatiques et savent parfaitement manœuvrer face à une opposition démocratique et moderniste divisée, urbaine, bercée d'illusions occidentalisées et, en définitive, élitiste et trop éloignée des réalités populaires, en particulier d'un monde rural encore majoritaire dans le pays.

À l'écart des centres villes bourgeois, En-Nahda travaille et laboure méthodiquement le tissu social et électoral tunisien grâce à la manne financière que le parti des Frères continue de recevoir massivement des pétromonarchie du Golfe alors que celles-ci ont systématiquement refusé à l'État tunisien toute espèce d'assistance, même sous forme de simples prêts. Dans la tradition de la Confrérie, c'est en effet l'affaiblissement et la défaillance de l'État moderne auquel ils entendent se substituer qui demeure l'objectif central. La loi de finance de 2014 est à cet égard parfaitement révélatrice. Elle vise au démantèlement de ce qui a fait la singularité de la Tunisie dans le monde arabe : sa classe moyenne aux aspirations démocratiques et ses élites

intermédiaires modernistes, également haïssables aux yeux des islamistes et de leurs sponsors wahhabites en ce qu'ils constituent des médiateurs et des censeurs entre le peuple et les populistes théocratiques.

En ruinant la classe moyenne et les entrepreneurs, il s'agit de briser leur mobilisation et d'atténuer le poids de la société civile réfractaire au fondamentalisme en la recentrant sur des priorités basiques de survie : comment manger, se loger et payer l'école des enfants. Ces contraintes passent pour la plupart des Tunisiens bien avant les considérations de liberté et de démocratie qui, après cinquante ans de pouvoir autoritaire, restent encore du domaine du fantasme pour beaucoup. Enfin, et pour faire bonne mesure, l'instrumentalisation convergente des djihadistes du groupe Ansar ash-Sharia et des milices salafistes « officielles », comme la « Ligue pour la protection de la révolution » (LPR), vise à neutraliser et terroriser par des violences médiatisées et à forte charge émotionnelle une population qui ne saurait être rassurée par l'angélisme des démocrates, leurs ténors égocentriques et leurs contradictions affichées.

Ce que visent les Frères Musulmans, c'est une modification profonde de l'inconscient collectif et des repères sociaux de la population. La violence des dictateurs, en particulier celle de Ben Ali, était bien identifiée. Elle s'exerçait par les moyens régalien de l'État, dans un cadre spécifique, au profit d'individus connus et avec des objectifs précis. La violence des Frères est une démarche terroriste. Elle se veut incompréhensible, insaisissable et apparemment irrationnelle. Dans ce pays où les questions de sécurité ne se posaient pratiquement pas, il est maintenant acquis qu'il est dangereux de se promener dès la nuit tombée et qu'une femme seule - surtout si elle n'adopte pas le code vestimentaire des Frères - ne peut sortir sans risque. Ce régime de terreur physique et psychologique assorti de la destruction systématique et insidieuse de l'encadrement sociétal moderne du pays a pour objectif d'amener la population à se jeter dans les bras de la Confrérie, seule organisation à revendiquer sa capacité de ramener la collectivité à « l'âge d'or de l'Islam » par un retour aux fondements de la religion dont les Frères s'autoproclament seuls exécutés autorisés et donc habilités à exercer le pouvoir.

Si, malgré leurs manœuvres et leurs efforts, les islamistes sentent qu'ils perdront les élections, si les processus d'adhésion et de soutien populaires qu'ils tentent de susciter par la carotte de leurs actions caritatives et le bâton de leurs destructions institutionnelles, ne fonctionnent pas, ils opteront alors pour ce qu'ils ont toujours su faire avec virtuosité : l'instrumentalisation de la violence armée telle qu'on la voit aujourd'hui se développer en Égypte avec son lot quotidien d'assassinats, de voitures piégées, d'attaques armées contre les symboles de l'État.

Dans leur grande majorité, les Tunisiens sont peu enclins à la violence. Ils lui préfèrent de beaucoup l'ironie, la dérision et l'insolence, d'ailleurs souvent plus subversives que la confrontation armée. Nombre d'entre eux ne manqueront pas de s'en servir au profit de structures ouvertes et pluralistes auxquelles beaucoup adhèrent et qui sont tout à fait capables – après des débuts peut-être incertains et brouillons – d'assurer une gouvernance tolérante, ouverte et pluraliste du pays. Encore faudrait-il pour cela que tout le monde lutte à armes égales et que les islamistes cessent de bénéficier du soutien extérieur et de l'assistance financière des théocraties pétrolières sur lesquels la communauté internationale s'obstine à fermer pudiquement les yeux.